

## Zéro décès et Zéro nouvelles infections avec Zéro Financements ?

*Les associations francophones de lutte contre le sida, réunies du 4 au 8 décembre 2011 en marge de la 16<sup>ème</sup> Conférence Internationale sur le sida « ICASA » à Addis Abeba, s'inquiètent des risques pesant sur le financement de la lutte contre l'épidémie. Elles proposent une série de mesures visant à tenir l'engagement international de doubler le nombre de personnes infectées par le VIH sous traitement d'ici 2015 ; engagement pris par les Etats membres de l'Onu en juin 2011.*

Aujourd'hui, nous savons tous qu'une bonne prise en charge aux antiretroviraux empêche la transmission du VIH. Donc, que le sida peut être vaincu si l'accès au dépistage volontaire et le traitement sont généralisés. Mais contre toute attente, les responsables politiques du Nord coupent les vivres aux personnes vivant avec le VIH en Afrique.

Sous le prétexte fallacieux de la crise financière, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme accuse en effet d'énormes difficultés, car ses riches pays donateurs viennent de diminuer, pis, de suspendre leurs financements du Fonds mondial jusqu'en 2014. **« C'est-à-dire que plus de 500 000 personnes séropositives ne pourront recevoir de traitement l'an prochain. Une décision criminelle de la part de ces responsables politiques »**, s'insurge Marie Suzan, administratrice de AIDES. « La situation est grave : les traitements antirétroviraux sont vitaux pour les malades du sida, et l'on craint des ruptures en cascade des stocks d'ARV et autres intrants d'ici avril 2012 dans certains pays d'Afrique, où se trouvent 28 des 34 millions de personnes vivant avec le VIH. »

En juin 2011, **les Etats membres de l'Onu ont pourtant promis de doubler l'accès au traitement anti VIH afin de passer de 7 à 15 millions de personnes sous traitement d'ici 2015.** "Faire l'annonce de doubler le nombre de malades du sida sous traitement tout en baissant drastiquement les financements questionne sur la crédibilité de nos dirigeants, mais aussi sur leur humanité, car ils condamnent des millions d'hommes, de femmes et d'enfants", dénonce quant à lui Emmanuel Trenado, Secrétaire permanent de la Coalition Plus.

Les Etats africains, qui n'honorent pas depuis 10 ans leur engagement d'octroyer chaque année au moins 15% de leur PIB à la santé, ne sont pas en reste. "On est aujourd'hui loin du compte, seulement **six des cinquante-trois Etats membres de l'Union Africaine ont honoré les engagements d'Abuja** alors que la santé des peuples africains dépend aussi de leur Etat et de la volonté de leurs dirigeants" précisent les associations africaines francophones de lutte contre le sida.

Les associations francophones réunies à la 16ème conférence sur le VIH et le Sida, conscientes que le traitement anti rétroviral offre la possibilité de stopper le VIH et le sida, ne demandent pas l'impossible

aux responsables du Nord et du Sud. Elles leur demandent d'honorer leurs engagements, car la vie de 34 millions de malades en dépend.

**Les pays africains doivent de manière urgente augmenter leur budget santé et mettre en place des systèmes de santé pérennes. A partir du 1er janvier, les donateurs auront de leur côté moins de 200 jours pour sauver la lutte contre le sida, en payant ce qu'ils doivent d'ores et déjà au Fonds et en mettant en place d'urgence un sommet de reconstitution.** Les grands de ce monde ne peuvent contempler froidement l'agonie de millions d'autres êtres humains.

**Contacts presse :**

A Addis Abeba

- Simon Kabore (RAME, Burkina Faso) : +251 922 723 351
- Francesca Belli (AIDES) : +33 6 10 25 52 03

A Paris

- Eric Fleutelot (Sidaction) : +33 6 85 55 35 08